

Le 1^{er} octobre 2008

CRISE FINANCIERE COMMENT EN SORTIR DURABLEMENT ?

La crise que nous vivons - sans précédent depuis celle des années 30 - révèle la faillite d'un système économique et financier aux contrôles défectueux et à la finalité discutable.

Pour éteindre durablement l'incendie et enfin remettre l'économie de marché au service de l'Homme, il faut agir sur ses causes. Il serait en effet inutile et scandaleux de déverser des milliards d'aides publiques sur un système à bout de souffle pour lui permettre ensuite de recommencer les mêmes erreurs.

C'est pourquoi, il faut à tous les niveaux (national, européen et mondial) à la fois moraliser, relancer et rééquilibrer notre économie.

MORALISER

Il n'y a pas de marché bénéfique sans confiance réelle. Le rôle de la puissance publique est de la garantir par un ensemble de règles. La dérégulation de ces 20 dernières années a permis au système, avec la complaisance des gouvernants, d'enrichir démesurément quelques acteurs sur le dos de tous les autres. **On ne peut pas simplement sauver le système, cela reviendrait un peu à remettre de l'essence dans une voiture sans freins.**

Une nouvelle régulation des marchés doit être mise en œuvre au niveau européen et mondial :

- réglementation des hedge funds et des fonds de capital investissement (le refus opposé sur ce point par la Commission de Bruxelles au Parlement européen est stupéfiant) ;
- extension des règles concernant les banques commerciales à toutes les institutions financières ;
- création d'agences publiques de notation ;
- contrôle des paradis fiscaux ;
- réforme des normes comptables pour empêcher le hors-bilan ;
- transparence des produits financiers pour empêcher la titrisation des actifs pourris ;
- encadrement de la spéculation sur les marchés à terme ;
- renforcement de la coordination bancaire européenne.

Une coopération européenne est indispensable. **Pour autant des mesures peuvent être prises au niveau national.**

- le Parlement néerlandais a par exemple voté le 9 septembre une loi taxant fortement les excès de rémunération des dirigeants d'entreprises ou de fonds d'investissement ;
- ainsi en France il faut soumettre au droit commun les plus-values liées à l'exercice des stock-options comme des indemnités des départs, ce qui permettrait aussi de financer des dispositifs sociaux comme le RSA, sans ponctionner les classes moyennes ;

- De même, il faudrait, par voie législative, contraindre les banques à déclarer les « créances pourries » qu'elles détiennent. Toute tricherie aurait un caractère pénal et serait vérifiée par des commissaires aux comptes.

RELANCER

La leçon keynésienne de la crise de 1929 aurait du nous apprendre qu'il faut éviter la contagion de la crise financière à l'économie réelle. **Le paradoxe est de voir l'Europe incapable de relancer son économie alors qu'elle est réellement moins exposée que les Etats-Unis sur le plan bancaire.** Là aussi une action coordonnée européenne ne doit pas interdire au gouvernement d'agir très vite au niveau national.

Au plan européen : le Conseil européen aurait déjà du être réuni pour mettre en œuvre un plan de relance économique. Aujourd'hui, le vrai danger est de voir les banques ne plus prêter aux particuliers et aux PME, au risque de les pousser à la faillite. Ce plan de relance devrait comporter plusieurs volets.

- la suspension officielle du pacte de stabilité et l'incitation pour les pays excédentaires de la zone à accroître leur déficit ;
- un plan d'investissement massif de la Banque européenne d'investissement, notamment pour les infrastructures de transports permettant de lutter contre l'effet de serre ;
- la soumission de la Banque Centrale européenne au pouvoir politique pour l'obliger à baisser ses taux et permettre :
 - aux taux courts de redevenir inférieurs aux taux longs ;
 - l'application de montants compensatoires monétaires vis-à-vis de pays à monnaies sous-évaluées ;
 - un euro bon-marché grâce à une stratégie de change.
- le retour de la préférence communautaire propice à l'émergence d'un nouveau modèle économique et social européen, favorable à une croissance juste, durable et équilibrée.
- la création d'un Small Business Act européen, réservant 25% des commandes publiques aux PME.

Au niveau national, le gouvernement doit aussi agir pour mettre fin à la contradiction entre le discours du Président et le projet de budget du gouvernement :

- pour éviter la propagation de la crise aux PME, la création d'un fond de garantie des prêts aux PME ;
- une baisse ciblée de l'impôt sur les sociétés ;
- la relance des emplois aidés ;
- le renforcement de l'aide aux collectivités locales qui épargnent et qui investissent ;
- un développement des prêts de la Caisse des Dépôts et Consignations aux particuliers sur le modèle allemand, des prêts préférentiels aux particuliers qui rénovent leur habitation ;
- une réduction des charges sociales sur les nouveaux emplois des TPE, en remplacement du système des heures supplémentaires qui concentre l'offre d'emploi disponible sur les salariés déjà au travail.

REMETTRE L'ECONOMIE AU SERVICE DE L'HOMME :

Cet ensemble de mesures ne vise pas à sauver la mise à un système économique et financier dont l'instabilité, en réalité, est due à ses excès et à sa profonde injustice. Au contraire, elles tendent toutes à réinventer une économie de marché où existe un équilibre raisonnable et durable entre l'offre et la demande.

Les événements viennent de démontrer que l'économie-casino, où les cours boursiers atteignent des sommets grâce aux licenciements massifs, à la compression des salaires et à la création de valeur fictive au profit de quelques uns, n'est pas seulement injuste mais autodestructrice. C'est le trait fondamental de cette crise que nos dirigeants, trop contents de passer sous silence leur responsabilité première dans la dérive du système, veulent faire oublier en mettant à l'index « les spéculateurs ». **Le rôle du politique n'est plus de fermer les yeux sur un système fou en versant de temps à autre des sommes colossales pour le renflouer ou une larme de crocodile sur les gigantesques dégâts sociaux, humains et environnementaux, qu'il cause.**

Il est désormais indispensable d'articuler efficacité économique et justice sociale, sans quoi il n'existe aucun développement valable, matériel et moral, des sociétés. Cela ne peut s'opérer qu'à l'abri de frontières politiques et économiques qui récuse le mythe définitivement démodé d'un libre échange ultime et sans limites. **L'enjeu est de passer d'une mondialisation sauvage fondée sur une harmonisation sociale et environnementale par le bas, à une économie mondiale multipolaire organisée sur des zones régionales de libre échange, et coopérant entre elles.**

Le capitalisme est en crise, tout en restant dans une économie libérale, il faut entreprendre de le dépasser par une transformation en profondeur.

Nicolas DUPONT-AIGNAN
Député de l'Essonne
Président du Mouvement Gaulliste
Debout la République

Contact presse :
Sophie LECOURT
06 65 12 12 34